

Facilité de trésorerie et de restructuration pour la STEG

Lieu :	Tunisie
Identifiant du Projet :	51859
Secteur d'activité :	Énergie
Public/Privé :	Public
Catégorie environnementale :	B
Date de décision sur l'approbation :	25 novembre 2020
Statut :	Concept examiné
Date de publication du document de synthèse du Projet (DSP) en langue anglaise :	
15 mai 2020	

Description du Projet

Octroi d'un prêt souverain garanti à la Société Tunisienne de l'Électricité et du Gaz (la « STEG » ou la « Société ») pour aider la Société à mettre en œuvre ses réformes et à développer le secteur de l'électricité. Le Projet associe des objectifs de réforme à long terme et une réponse immédiate à la crise due à la pandémie de COVID-19.

Objectifs du Projet

Le prêt de la Banque servira à (i) fournir un appui sous forme de trésorerie à la STEG en réponse immédiate à la crise actuelle due à la pandémie de COVID-19, et (ii) refinancer son endettement à court terme en prolongeant les échéances et en proposant des conditions plus conformes aux activités de la STEG.

L'objectif général est la réforme et la restructuration de la STEG et du secteur tunisien de l'énergie pour parvenir à une viabilité à long terme. Le Projet comportera une feuille de route exhaustive détaillant les réformes dans l'entreprise, notamment les mesures pour améliorer la gouvernance, la gestion financière, la stratégie et les risques, l'intégration des énergies renouvelables et la passation de marchés de l'entreprise.

L'impact sur la transition

Score de l'impact attendu sur la transition (IAT) : 60

Le Projet contribuera à (i) la qualité « résiliente » de la transition en proposant à la STEG une facilité pour son fonds de roulement et le refinancement de son endettement à court terme, ce qui allégera les pressions financières s'exerçant actuellement sur la Société et (ii) la qualité « bien gouvernée » de la transition par l'adoption et la mise en

œuvre d'un Plan d'action pour la gouvernance de l'entreprise et climatique en vue de réformer les pratiques générales de gouvernance de la STEG.

Le client

SOCIÉTÉ TUNISIENNE DE L'ÉLECTRICITÉ ET DU GAZ

La STEG est le prestataire public national de services d'électricité et de gaz en Tunisie. Détenue à 100 % par l'État et intégrée verticalement, elle est sous la tutelle du ministère de l'Énergie, des Mines et de la Transition Énergétique. Elle a été fondée en 1962 (Décret-loi n°62-8 du 3 avril 1962), quand le gouvernement tunisien a décidé de nationaliser la production, le transport, la distribution, l'importation et l'exportation d'électricité et de gaz, en confiant ces activités à la STEG.

Financement de la BERD

300 millions d'euros

Prêt souverain garanti plafonné à 300 millions d'euros à la STEG.

Coût total du Projet

300 millions d'euros

Une composante du Projet servira à apporter un appui sous forme de trésorerie, en réponse immédiate à la crise actuelle due à la pandémie de COVID-19, et une autre composante s'appliquera au refinancement de l'endettement à court terme.

Synthèse environnementale et sociale

Le Projet est classé dans la catégorie B (Politique de 2019) et les risques associés sont de faibles à moyens. Les impacts/risques environnementaux et sociaux (« E&S ») en rapport avec l'octroi d'une facilité de trésorerie et de restructuration à la STEG sont faibles car le Projet ne prévoit pas de dépenses d'investissement et la STEG est un client existant de la Banque qui fait l'objet d'un suivi régulier par un consultant indépendant spécialiste des questions environnementales et sociales. Les vérifications environnementales et sociales dans le cadre de l'obligation de diligence sont effectuées en interne et comportent un examen des derniers résultats du suivi et des discussions avec le client pour évaluer les progrès récents concernant la mise en œuvre du Plan d'action environnemental et social en cours.

Coopération technique et financement sous forme de subvention

Une assistance technique sera fournie à la Société pour :

1) La gouvernance et la mise en conformité de la Société – l'assistance est destinée à améliorer la structure de gouvernance de l'entreprise et les capacités décisionnelles au sein de la Société.

2) La stratégie et les risques – un soutien sera accordé pour concevoir des stratégies de gestion des risques et des instruments d'évaluation des risques pour chaque branche d'activité.

3) La gestion financière – l'appui a pour but de soutenir les initiatives de la STEG pour améliorer ses outils de comptabilité analytique et de gestion prévisionnelle.

4) La pénétration des énergies renouvelables – un soutien sera proposé pour l'étude des capacités d'intégration des énergies renouvelables et la poursuite de l'élaboration d'un cadre pour la production privée.

5) La passation électronique des marchés publics – l'aide est destinée à étendre l'utilisation de la plateforme électronique de passation de marchés TUNEPS pour étendre les possibilités d'approvisionnement de la STEG à un plus large univers d'entreprises, y compris des PME.

Contact dans l'entreprise

Besma Jaafar Ben Nasr
bjaafar@steg.com.tn
+216 71 341 345
www.steg.com.tn
38 rue Kamel Ataturk, 1080 Tunis

Dernière mise à jour du DSP en langue anglaise

20 mai 2020

Comprendre la Transition

Pour en savoir plus sur l'approche de la BERD au regard de l'impact sur la transition et le calcul du score d'IAT d'un Projet.

Opportunités commerciales

Pour les opportunités commerciales ou la passation de marchés, contacter la société cliente.

Pour les opportunités commerciales avec la BERD (hors passation de marchés), nous contacter :

Tél : +44 20 7338 7168

Courriel : projectenquiries@ebrd.com

Pour les Projets du secteur public, consulter [Passation de marchés](#) sur le site de la BERD, ou :

Tél : +44 20 7338 6794

Courriel : procurement@ebrd.com

Questions d'ordre général

Les questions spécifiques peuvent être envoyées via l'un des [formulaire de contact](#) de la BERD.

Politique environnementale et sociale (PES)

La PES et les Exigences de performance (EP) y afférentes définissent les modalités de mise en œuvre par la BERD de son engagement en faveur de la promotion d'un « développement sain et durable du point de vue de l'environnement ». La PES et les EP contiennent des dispositions spécifiques exigeant des clients qu'ils se conforment à la législation nationale applicable en matière d'information et de consultation du public, et qu'ils mettent en place un mécanisme de règlement des griefs pour recueillir les problèmes et les plaintes des parties prenantes, et en faciliter la résolution, en particulier concernant la performance environnementale et sociale du client et du Projet. En fonction de la nature et de l'ampleur des risques et impacts environnementaux et sociaux du Projet, la BERD demande en outre à ses clients de communiquer les informations qui s'avèrent nécessaires concernant les risques et impacts des Projets, ou de mener des consultations pertinentes auprès des parties prenantes concernées puis d'examiner leurs réactions et d'y répondre.

Pour plus d'informations à propos des pratiques de la BERD dans ce domaine, consulter la PES.

Intégrité et conformité

Le ou la Responsable de la déontologie de la BERD encourage une bonne gouvernance et assure l'application des normes d'intégrité les plus rigoureuses à toutes les activités de la Banque, en conformité avec les meilleures pratiques internationales. Des vérifications au titre de l'obligation de diligence sont effectuées pour contrôler l'intégrité de tous les clients de la Banque afin d'établir que les projets ne présentent pas de risques inacceptables, en termes d'intégrité ou de réputation, pour la Banque. La BERD est convaincue que l'identification et la résolution des problèmes pendant les phases d'évaluation et d'approbation des projets constituent le moyen le plus efficace d'assurer l'intégrité des transactions de la Banque. Le ou la Responsable de la déontologie joue un rôle essentiel dans ces efforts de prévention, tout en contribuant au contrôle des risques en matière d'intégrité associés aux Projets une fois les investissements réalisés.

Le ou la Responsable de la déontologie est également chargé(e) d'enquêter sur les allégations de fraude, de corruption ou de manquement dans le cadre des Projets financés par la BERD. Toute personne, interne ou externe à la Banque, suspectant un cas de fraude, de corruption ou de manquement, peut le reporter par écrit au ou à la Responsable de la déontologie de la BERD, en envoyant un courriel à l'adresse électronique compliance@ebrd.com. Tout signalement, même anonyme, fera l'objet d'un suivi par le ou la Responsable de la déontologie et sera examiné. Les signalements peuvent être rédigés dans toutes les langues de la Banque et de ses pays d'opérations. Les informations transmises doivent l'être en toute bonne foi.

Politique d'accès à l'information (PAI)

La PAI définit la manière dont la BERD diffuse les informations et consulte ses partenaires pour favoriser une meilleure sensibilisation et connaissance de ses stratégies, politiques et opérations, depuis son entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2020.

[Consulter la page concernant la Politique d'accès à l'information sur le site Internet de la BERD pour savoir quels types d'informations sont disponibles en ligne.](#)

Les demandes d'informations spécifiques peuvent être envoyées via l'un des [formulaires de contact](#) de la BERD.

Mécanisme de recours sur les projets (MRP)

Si les efforts pour aborder des préoccupations environnementales, sociales ou de divulgation au public avec le Client ou la Banque (par exemple via le mécanisme de règlement des griefs du Client au niveau du Projet, ou bien via un échange direct avec la Direction de la Banque) n'ont pas abouti, les personnes ou organisations peuvent adresser leurs préoccupations au Mécanisme de responsabilisation de la BERD.

Le Mécanisme de responsabilisation examine en toute indépendance les problèmes liés aux Projets qui auraient provoqué, ou seraient susceptibles de provoquer, un préjudice.

L'objectif du Mécanisme est : d'encourager le dialogue entre les parties prenantes du Projet en vue de la résolution de problèmes environnementaux, sociaux ou de divulgation au public ; de déterminer si la Banque a respecté sa Politique environnementale et sociale et les dispositions spécifiques aux Projets de sa Politique d'accès à l'information ; et le cas échéant, de remédier à tout cas de non-conformité à ces politiques, tout en prévenant un futur problème de non-conformité de la Banque.

Consulter notre page Internet pour savoir comment déposer un recours via le [formulaire confidentiel en ligne](#), par [courriel](#), par [courrier postal](#) ou par [téléphone](#). Nous sommes disponibles pour répondre à toute question concernant le dépôt ou le traitement d'un recours. L'identité des Requérants peut rester confidentielle sur demande.

La [Politique de responsabilisation dans le cadre des projets](#) et le [Guide](#) révisés entreront en vigueur pour encadrer le traitement des recours après le recrutement du premier ou de la première Responsable du nouveau mécanisme, en 2020.